

Shein se lance dans la vente de vêtements d'occasion

Le roi chinois de la « fast fashion » lance en France une plateforme de revente de vêtements et veut développer la production d'articles en Turquie.



Shein est capable de mettre en ligne plus de 7.000 nouvelles références par jour. (Cooper Neill/Nyt-Redux-REA)

Par [Nicolas Barré](#)

Publié le 3 juin 2024 à 07:00 Mis à jour le 3 juin 2024 à 11:18

Accusé d'encourager la « surconsommation », voire de créer des comportements addictifs avec ses « prix de ouf », comme l'indique son site, le géant chinois de la « fast fashion » Shein riposte avec le lancement en France d'une plateforme de revente de vêtements d'occasion. « La France est le premier pays d'Europe où nous lançons ce service », confie Donald Tang, le président exécutif de Shein, dans un entretien aux « Echos ». Cette plateforme baptisée « Shein Exchange » existe déjà aux Etats-Unis, où elle compte plus de 4 millions d'utilisateurs inscrits.

A la différence d'un site comme Vinted, Shein Exchange permet uniquement la revente d'articles achetés sur la plateforme. « La transaction est très simple, car votre historique

d'achat étant enregistré, il suffit d'un clic pour revendre un produit », explique Donald Tang, qui estime que ce service « favorise l'économie circulaire ». « C'est une demande forte des consommateurs français », assure-t-il.

Modèle économique

En quête de respectabilité, le groupe né en Chine, mais dont le siège social est situé à Singapour, se trouve dans le collimateur de plusieurs pays européens et de Bruxelles. [Au niveau européen, il sera soumis, à partir de la fin du mois d'août](#), aux contrôles renforcés prévus par la directive sur les services numériques (DSA). [Des dispositions législatives pour encadrer la « mode jetable » sont également en discussion en France](#) .

Shein est capable de mettre en ligne plus de 7.000 nouvelles références par jour, mais « à la différence d'autres enseignes, qui produisent en grande quantité et accumulent des stocks et donc des invendus, nous ne produisons que ce que nos clients nous demandent de produire », explique Donald Tang, qui estime que « ce modèle économique est meilleur pour la planète. Nous vendons tout ce que nous faisons produire. Nous sommes l'exact contraire de nos concurrents, qui sont des producteurs de masse. Nous 'micro-produisons' à la demande. »

Production en Turquie



Donald Tang, président exécutif de Shein. Rita Franca/NurPhoto/NurPhoto via AFP

L'acheminement par avion des articles fabriqués essentiellement en Chine par des sous-traitants fait l'objet de critiques récurrentes auxquelles Shein entend également répondre en augmentant la production dans d'autres régions du monde. « Nous voulons devenir de

plus en plus 'locaux'. Nous faisons déjà appel à des fabricants en Turquie, et nous allons augmenter la part de cette production pour servir le marché européen et réduire l'usage du fret aérien », explique le président exécutif, sans toutefois donner de chiffres.

C'est l'une des particularités de ce groupe avare de détails sur son activité. [Son chiffre d'affaires est évalué à 45 milliards de dollars pour un résultat net d'environ 2 milliards de dollars l'an dernier](#), mais ces chiffres ne sont pas confirmés officiellement. Conscient que ce manque de transparence lui nuit, Shein envisage une introduction en Bourse à New York ou à Londres. « Le choix n'est pas encore arrêté », indique Donald Tang. « L'objectif n'est pas de lever de l'argent. Il est de faire acte de transparence vis-à-vis de nos partenaires, de nos fournisseurs, de nos clients, des médias... », indique-t-il.

Introduction en Bourse

« Nous ne vendons ni ne partageons les données de nos clients », assure le dirigeant, qui précise que toutes les données des consommateurs européens sont stockées « dans un cloud en Europe géré par Google ». Le schéma est le même aux Etats-Unis, ce qui n'empêche pas les autorités américaines de se montrer méfiantes.

Bien que le siège de Shein se trouve à Singapour, les autorités chinoises doivent donner leur feu vert à cette introduction en Bourse. Or la CSRC (China Securities Regulatory Commission) ne s'est toujours pas prononcée. Shein emploie « plusieurs milliers de personnes » en Chine, ce qui n'est pas le cas pour son siège singapourien, plus modeste. Les autorités boursières américaines étant plus exigeantes à l'égard des groupes chinois que leurs homologues britanniques, Londres tiendrait la corde pour cette mise en Bourse. Selon une source bancaire, Shein pourrait être valorisé plus de 65 milliards de dollars.